

L'alibi de l'emploi pour un grand marché (transatlantique) de dupes

DU NÉOLIBÉRALISME EN « BANDE ORGANISÉE » /

lundi, 1er juillet 2013 / Bernard Cassen /

Secrétaire général de Mémoire des luttes, président d'honneur d'Attac

Avec [Le Monde diplomatique en español](#)

Si la Commission européenne n'a pas la dignité minimale de tirer les conséquences de la révélation, par le lanceur d'alerte Edward Snowden, de l'espionnage massif des institutions de l'Union européenne (UE) par la National Security Agency (NSA), les négociations avec les Etats-Unis pour la création d'un grand marché transatlantique, le TTIP [1], devraient commencer ces prochains jours à Washington.

Il s'agit là d'un formidable accélérateur du projet néolibéral transfrontières visant à ériger en normes suprêmes des relations internationales la confiscation de la souveraineté populaire par les marchés, ainsi que les différentes formes de dumping social, fiscal et écologique qui se camouflent derrière l'expression « libre - échange ». La taille des deux ensembles susceptibles de s'harmoniser – ils représentent au total la moitié de la richesse mondiale et le tiers du commerce international – les placerait en effet en position de force pour imposer ensuite leur loi au reste de la planète.

Evidemment, ce n'est pas ainsi que ce projet est « vendu » aux opinions publiques des deux rives de l'Atlantique. On leur fait miroiter les perspectives de croissance et de création d'emplois qui résulteraient de la libéralisation des échanges entre l'Ancien et le Nouveau Continent, et faciliteraient la sortie de la crise actuelle sans dépenser un seul euro... On ne peut malheureusement pas exclure que, par paresse intellectuelle, par ignorance crasse ou par naïveté, des dirigeants politiques européens (y compris certains se réclamant de la gauche) croient à ce boniment. Pour l'accréditer, la Commission européenne, qui doit négocier avec les Etats-Unis au nom de l'ensemble de l'UE, n'a pas ménagé les efforts de persuasion. Elle vient de financer une « étude » selon laquelle, à terme, un accord sur le commerce et l'investissement avec les Etats-Unis entraînerait une hausse de 0,5% du produit intérieur brut (PIB) de l'UE et la création de 400 000 emplois.

La Commission est coutumière de ce genre de mystification. En 1988, au lendemain de l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, elle avait commandité un rapport [2] affirmant que la mise en place du grand marché européen, prévue pour la fin 1992, permettrait de créer entre 2 et 5 millions d'emplois dans l'Europe des Douze de l'époque. On les attend toujours ! Comme ceux d'il y a un quart de siècle, les chiffres avancés aujourd'hui à Bruxelles sont dépourvus de toute crédibilité. En particulier parce que les auteurs de ces « études » ne comptabilisent pas le nombre de postes de travail perdus pour cause de libéralisation. La prolifération de courbes, tableaux, graphiques et modèles mathématiques a pour seul objectif de donner un vernis « scientifique » à des conclusions souhaitées par le payeur, en l'occurrence la Commission.

Un autre « payeur », la fondation allemande Bertelsmann, donne d'ailleurs des chiffres très différents de ceux de Bruxelles, mais tout aussi aléatoires. Selon une « étude » qu'elle a confiée à l'institut Ifo de Munich, un accord transatlantique entraînerait – à « long terme » est-il prudemment indiqué – une augmentation en termes réels de 13, 4 % du revenu réel par tête des Américains, mais seulement de 5 % en moyenne pour les citoyens des pays membres de l'UE. Si la Commission et les gouvernements européens croyaient vraiment aux « études », ils auraient, avec cette dernière, un argument solide pour tenir la dragée haute aux négociateurs de Washington. Ce n'est pas du tout leur état d'esprit...

En fait, la création d'emplois est l'alibi conjoncturel de la généralisation du dumping et de l'abandon des protections tarifaires ou réglementaires dans tous les domaines, notamment en matière agricole, de santé, d'alimentation, de confidentialité des données personnelles, etc., et qui, eux, seraient définitifs. Pour les données personnelles, le scandale Snowden va servir de révélateur de la détermination réelle de l'UE. On ne serait pas surpris qu'elle se montre aussi soucieuse des intérêts des citoyens européens que, en France, les représentants de l'Etat l'ont été de l'intérêt national en organisant l'arbitrage truqué dont a bénéficié Bernard Tapie ! Le

néolibéralisme fonctionne lui aussi en « bande organisée » à cheval sur les deux rives de l'Atlantique...

Fondée de pouvoir de cette « bande » en Europe, la Commission a montré le peu de cas qu'elle faisait du mandat [3], pourtant probablement laxiste à souhait, que lui ont confié les gouvernements : le commissaire Karel De Gucht, chargé de la négociation du TTIP, a déjà annoncé qu'il se réservait le droit de « discuter » des questions culturelles si ses partenaires américains en faisaient la demande, alors même que, sous la pression de la France, ce domaine avait été explicitement exclu du périmètre des négociations. La « victoire » de François Hollande, qui avait cru imposer l' « exception culturelle » aux 26 autres gouvernements de l'UE, risque fort d'être éphémère...

Face au TTIP, la gauche de gauche – dans la plupart des partis qui la composent, dans les syndicats ou les associations comme Attac – se retrouve dans son impasse habituelle dès lors qu'il est question de libre-échange. D'un côté, elle dénonce avec une grande précision les désastres sociaux et écologiques à attendre d'un accord transatlantique ou des autres projets de traités de libre-échange ; de l'autre elle est incapable de formuler une proposition politique différente à mettre en œuvre si elle accédait aux responsabilités gouvernementales.

L'alternative au libre-échange a pourtant un nom : c'est le protectionnisme, mot à prononcer seulement à voix basse dans certains de ces milieux. Pourtant ce protectionnisme – quel qu'en soit le périmètre, mais de préférence régional, donc, dans notre cas, européen - n'est pas nécessairement « égoïste ». Il peut être mis au service des peuples, prendre une forme solidaire et altruiste [4]. Encore faudrait-il que la gauche de gauche ouvre les yeux sur la réalité, sorte de son conformisme [5] et cesse de se faire peur avec ce qui est encore pour elle un mot-épouvantail.

Toutes les versions de cet article : [\[Italien\]](#)

[1] De manière très symbolique, seule sa dénomination en anglais – *Transatlantic Trade and Investment Partnership*, *TTIP* – fait en effet foi pour l'instant. La couleur est affichée...

[2] Il s'agit du rapport rédigé par Paolo Cecchini et publié, avec une préface de Jacques Delors, sous le titre *1992 Le Défi* (Flammarion, Paris, 1988).

[3] On notera que si, grâce au « grandes oreilles » de la NSA, Washington a très certainement connaissance du contenu de ce mandat, ce n'est pas le cas des parlements nationaux de l'UE ni même du Parlement de Strasbourg. Encore bravo pour la « démocratie » européenne !

[4] Lire Bernard Cassen, « Inventer ensemble un « protectionnisme altruiste » », *Le Monde diplomatique*, février 2000.

[5] Lire Bernard Cassen : <http://www.medelu.org/La-gauche-de-gauche-va-t-elle>.
